



Mouvement des populations dans les ZS de Linga et Jiba, secteur de walendu Pitsi

Rapport d'Evaluation Rapide de Protection des personnes Déplacées dans les zones de santé Jiba et Linga, territoire de Djugu

Du 11 au 12 Septembre 2019

Aperçu général de la situation

L'environnement de protection des personnes déplacées et retournées dans les ZS de Linga et Jiba s'est détérioré depuis le 21 juin 2019, suite à l'opération militaire dans les zones, les activités des hommes armés et les affrontements entre les éléments de la force régulière (FARDC) et les éléments de groupe armé actif de la zone.

En effet, à la suite des conflits entre les communautés Hema et Lendu, plus de 2.258 ménages composés 13.548 personnes se sont déplacés à Linga dans les villages suivants : Ndalo, Uma, Mokpa et Ndr'li, zone de sante de Linga. Dans la zone de santé de Jiba, 2.052 ménages sont installés dans les villages Berunda, Liri, Lalen, Wange, Kato, Bubbu, Golo, Ngadjoka et Loe. Ces ménages sont composés de 12.312 personnes. Pour un total de 25.860 personnes déplacées dans le secteur de walendu Pitsi, soit 4.310 ménages.

Les enfants représentent 45% des populations déplacées avec 11.684 enfants enregistrés dont 6.134 filles et 5.550 garçons. En outre, 14.176 adultes ont été enregistrés soit 55% des personnes déplacées. 54% ce sont des femmes, 11% des personnes âgées de plus de 59 ans et 35% des hommes. Les chefs de groupements Linga et Jiba estiment que ces chiffres pourraient aller au-delà de ceux présentés, car il ya plusieurs ménages non enregistrés par les RECO de deux zones de santé, mais aussi l'actualisation statistique des personnes déplacées et retournées est en cours dans les zones par l'équipe CARITAS appuyée par OIM.

Selon les leaders communautaires, 283 incidents résultant de représailles militaires impliquant la mort de 438 civils ont été enregistrés (depuis le 21 juin 2019) dont 80% dans la zone de Jiba.

Malgré la recrudescence des violations des droits de l'homme dans les zones de santé de Jiba, Drodro et les présences des mines et/ou des bombes non explosés qui ont été signalé notamment dans le cercle Jiba, Laudjo et Laddedjo, quelques ménages sont retournés dans leurs villages d'origine. Actuellement, les villages occupés par les ménages retournés depuis le début du mois de septembre 2019 sont :

- Lomani (114 ménages), Godda1 (96 ménages), Ndjaji (71menages), Bbapi (55menages), Ddido (109menages) et Ddigo (68menages) /groupement Laudjo;
- Ngadjoka (257menages), Djokaba (103 ménages), Bu (22 ménages) et Jiba village (122 ménages)/groupement Dhendo.

Des visites ont été rendues aux autorités de groupement et à ces déplacés du 11 au 12 septembre 2019 par le staff protection monitoring COOPI et le staff psychosocial PADI. Lors de la visite dans les points de regroupement et les villages d'accueil, il a été recommandé de faire une évaluation de protection des déplacés internes dans les villages d'accueil, les points de regroupements et les villages des ménages retournés. La mission du 11 au 12 septembre 2019 avait pour objectif d'évaluer les besoins de protection de ces personnes dans le but d'apporter une réponse coordonnée et adaptée.

La localisation géographique des points de regroupement des personnes déplacées accessibles :

- Les points de regroupement EP Ndalo, Eglise Catholique et CECA-20 sont situés à Ndalo (à environ 15 km de Linga centre), dans la zone de santé de Linga ;
- Le point de regroupement EP Ndr 'li situé à Ndr 'li (à environ 10km de Linga centre), dans la zone de santé de Linga ;
- Le point de regroupement EP Mokpa situé à Mokpa (à environ 5 km de Linga centre), dans la zone de santé de Linga ;
- Les points de regroupement couramment appelé maisons de positions sont situés dans le groupement Dhendo (à environ 4 km de Jiba mission).

Les autorités locales présentes / informateurs clés :

- Le Chef de groupement Dhendo,
- Le Chargé de l'état civil de groupement Dhendo,
- Le Président de la société civile de groupement Dhendo,
- L'Infirmier titulaire de CS Jiba,
- Le Représentant de chef de groupement Linga,
- Le Secrétaire de groupement Linga,
- Le Chef de village Mokpa
- Le Chef de village Ndr'li,
- Le Chef de village Ndalo,
- Le Commandant des 3101 régiments,
- Les Leaders communautaires de groupement.

Les problématique/s de protection primordiale/s-(l'évènement déclencheur de l'ERP) :

<i>Les Thèmes abordés</i>	<i>La Description générale des problèmes soulevés</i>	<i>Les Recommandations</i>
Protection générale		
Les Raisons principale des mouvements	Les raisons évoquées par les personnes déplacées sont entre autres : - Les représailles militaires - La Crainte d'exaction (tuerie) - Les Attaques/incendies des maisons - Les Agressions physiques - Les Extorsions des biens - Les Conflit inter-ethnique - Le Pillage - La Destruction des moyens de subsistance	Documenter et référer les cas de violations des droits de l'homme rapportés
Les Circonstances des mouvements	70% de ménages ont connu des difficultés lors du déplacement. Parmi lesquelles nous avons : - Le Manque de quoi manger pour les enfants et les femmes enceintes - La mort des enfants, des personnes âgées suite à la fatigue et à l'exposition aux intempéries	Evaluer les besoins en appui psychosocial des personnes déplacées et y apporter une réponse urgente.

	filles ont rapporté n'avoir pas de formation ou expérience dans des AGR	
Abris/NFIs	Les personnes déplacées vivent dans des abris précaires et en promiscuité (Ils dorment dans les bâtiments des écoles et églises qui sont dans les mauvais états (pas des fenêtres, des trous partout sur les murs). Jusque-là, ils n'ont reçu aucune aide des Abris/NFIs.	Au GT Abris/NFI : D'apporter une aide d'urgence d'abris/NFIs au profit des personnes déplacées regroupés dans les écoles et églises.
Santé	Les malades ne sont pas pris en charge car certains CS sont abandonnés pour la raison sécuritaire et les autres chassent les malades par manque d'approvisionnement des médicaments essentiels.	Evaluer la situation et les besoins en matière d'accès aux services et soins de santé de la reproduction
Nutrition	Les cas de malnutrition MAS, MAM montent de façon exponentielle chez les enfants dans les zones et chez les femmes enceintes dans les points de regroupement de la ZS de Jiba.	Faire une évaluation des besoins alimentaires et nutritionnels des personnes déplacées. Fournir un appui urgent pour assurer une alimentation plus équilibrée, notamment aux enfants.
Personnes à besoins spécifiques	6 personnes vivant avec handicap : 4 vivants avec handicap visuel (dont 3 hommes et 1 femme). 2 vivants avec handicap mental (garçons). 14 femmes enceintes déclarées sont dans le point de regroupement. 36 femmes allaitantes sont également présentes.	Faire des sensibilisations sur la santé de la reproduction et les CPN et CPON, Faire un contrôle sanitaire des personnes vivant avec handicap.
Principales violations enregistrées sur le site de départ (dégager les tendances principales sur les types de violations, les personnes affectées, les lieux, les mesures prises et les auteurs présumés)	Sur les principales allégations de violations de droits de l'homme rapportées par les ménages visités, 45% ont rapporté des atteintes au droit à la vie, 21% au droit à la propriété, 19% à la liberté et à la sécurité de la personne, 15% à l'intégrité physique/psychique.	Documenter et référer les cas de violations des droits de l'homme commises avant, pendant et après le déplacement Assurer une prise en charge psychologique à des personnes déplacées dans les points de regroupements, notamment à ceux et celles qui sont survivants et dont les proches ont disparus.

Conclusion :

Au terme de cette évaluation, il ressort principalement des besoins urgents d'assistance en vivres, d'abri/NFI, santé et psycho-sociale. Les entretiens et interactions avec les personnes déplacées sur les raisons et conditions du déplacement liées aux violations des droits de l'homme, ont permis d'identifier des troubles émotionnels et des besoins d'assistance psychosociale. Outre ces problèmes de protection et vu l'évolution de la situation dans les villages de provenance de ces personnes déplacées, il est probable que d'autres personnes vont probablement arriver à la suite de tracasserie de bureau des jeunes soutenus par les hommes armés.

En recommandation générale, nous sollicitons auprès des acteurs humanitaires / le groupe de travail protection en générale de faire une évaluation sur le genre, la santé de la reproduction et de fournir une assistance psychosociale. Nous sollicitons également auprès des autorités militaires la protection des personnes et leurs biens pendant le déplacement vers les marchés hebdomadaires.

Source de vérification

Chargé de l'état civil de groupement Dhendo/Jiba	0828403687
Représentant de chef de groupement Linga	0997802481
Président de la société civile de groupement Dhendo/Jiba	0822246475
Commandant des 3101 régiments	0812660456
Agent psychosocial PADI	0815497466
Protection monitoring COOPI	0821795816

Photo en annexe :



Entretien avec les personnes en mouvement dans la brousse entre jiba centre et laudjo/secteur de walendu Pitsi



Entretien avec le chef de groupement Dhendo/Jiba et charge de l'état civil à Jiba mission/secteur de walendu Pitsi.



Entretien avec les ménages déplacés dans un point de regroupement EP Ndalo, groupement Linga/secteur de walendu Pitsi



Etat actuel de CS JIBA, pillé le 18 juillet 2019 par les éléments de la FARDC



Enfant malnutri aigü sévère (MAS) dans le village d'accueil Ngadjoka, groupement Dhendo/ ZS de Jiba